NOLTE, Burkhard, *Merkantilismus und Staatsräson in Preußen. Absicht, Praxis und Wirkung der Zollpolitik Friedrichs II. in Schlesien und in westfälischen Provinzen (1740-1786)*

Guillaume Garner

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ifha/749>

DOI : 10.4000/ifha.749

ISSN : 2198-8943

Éditeur

IFRA - Institut franco-allemand (sciences historiques et sociales)

Référence électronique

Guillaume Garner, « NOLTE, Burkhard, *Merkantilismus und Staatsräson in Preußen. Absicht, Praxis und Wirkung der Zollpolitik Friedrichs II. in Schlesien und in westfälischen Provinzen (1740-1786)* », *Revue de l'IFHA* [En ligne], Date de recension, mis en ligne le 01 janvier 2006, consulté le 22 septembre 2020.

URL : <http://journals.openedition.org/ifha/749> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ifha.749>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

©IFHA

NOLTE, Burkhard, *Merkantilismus und Staatsräson in Preußen. Absicht, Praxis und Wirkung der Zollpolitik Friedrichs II. in Schlesien und in westfälischen Provinzen (1740-1786)*

Guillaume Garner

- 1 Issu d'une thèse de doctorat soutenue à l'université de Bielefeld, cet ouvrage se propose de revenir sur certains des thèmes privilégiés de l'historiographie de la Prusse frédéricienne en examinant la politique douanière menée de 1740 à la fin du XVIII^e s. Plus précisément, la problématique se situe à l'intersection des interrogations sur la nature « absolutiste » et « éclairée » ou non du gouvernement de Frédéric II, et des travaux d'histoire économique cherchant à comprendre les facteurs des évolutions économiques divergentes suivies par des divers espaces, B.N. reprenant ici le concept de « région », réhabilité par des travaux récents d'histoire économique. Il a donc choisi pour ce faire d'examiner les intentions, le contenu et les effets de la politique douanière menée dans les États Prussiens à la fois dans les provinces de Westphalie (le comté de la Marche et Minden-Ravensberg) et en Silésie. Son travail s'articule donc autour de deux questions : quelles sont d'une part les relations existant entre politique économique d'État et intérêts économiques particuliers (ceux des marchands regroupés dans des associations ou corporations puissantes, prêtes à faire entendre leurs revendications) ? Quels sont d'autre part les effets concrets à l'échelle locale des mesures de politique douanière promulguées par des instances gouvernementales centrales ?
- 2 Ces questions sont insérées dans un cadre théorique empruntant ses outils au courant néo-institutionnaliste inspiré par Douglass North. Sans entrer ici dans un débat sur les apports et les limites de ce courant pour les travaux d'histoire économique, on se bornera ici à constater que l'apport heuristique de ces outils conceptuels paraît pour le moins limité : est-il nécessaire de mobiliser la notion de « coûts de transaction » pour

expliquer que le gouvernement prussien ne dispose pas des moyens de veiller à l'application de mesures de politique douanière qu'il prend ? Cette dimension théorique est incontestablement la moins convaincante d'un ouvrage dont il faut par ailleurs souligner la grande minutie, et les importants dépouillements sur lesquels il s'appuie.

- 3 Après une présentation des structures économiques et sociales des trois territoires étudiés, puis des grands traits de la politique douanière qui y est menée dans de 1740 à 1786, B.N. étudie en effet en détail ces mesures dans trois des principaux secteurs économiques, à savoir le fil de chanvre, les toiles de lin et le secteur des lainages et cotonnades. Il montre en premier lieu que cette politique douanière, avec des nuances selon les lieux et les époques, a largement pris en compte les particularités économiques et sociales de ces trois régions, s'attachant par exemple à préserver les possibilités d'exportation des toiles produites en Westphalie, ou à maintenir les relations entre la Bohême-Moravie et la Silésie – même si la volonté de pratiquer une politique d'intégration de cette dernière province joue un rôle croissant dans la seconde moitié du XVIIIe s. Ces résultats conduisent donc à nuancer les effets des mesures douanières sur l'évolution économique des régions concernées.
- 4 En second lieu, B.N. montre à quel point la politique douanière a navigué entre « raison d'État » – à savoir des impératifs avant tout fiscaux, le souci de Frédéric II pour le bien-être de ses sujets passant au second plan – et collaboration informelle avec les intérêts marchands, en particulier avec les associations marchandes silésiennes. Il souligne enfin la très grande difficulté des instances centrales à faire appliquer les mesures prises et à punir les contrevenants, notamment par manque de personnel local qualifié et motivé : la fraude est par conséquent généralisée, et cette impuissance implique également à l'échelle locale une collaboration entre marchands et administrateurs, prenant parfois la forme de la corruption du personnel douanier subalterne. Ces difficultés de l'État à faire appliquer ses mesures expliquent au total que la question douanière n'occupe qu'une place très marginale dans les protestations, pétitions et autres demandes formulées par les marchands.
- 5 Guillaume GARNER (MHFA)